

10 FEV. 2012

COURRIER ARRIVEE

**Arrêté fixant, à titre conservatoire, la liste des travaux réglementés  
dans le cadre de l'aménagement foncier mené sur le territoire  
de la commune d'URVILLE-NACQUEVILLE**

Le président du conseil général ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L. 121-19, R. 121-20-2, R. 121-27, R. 121-31 et R. 121-32 ;

Vu l'article L. 311-2 du code forestier ;

Vu les chartes départementales pour ce qui concerne l'aménagement foncier ;

Vu la proposition de la commission communale d'aménagement foncier d'URVILLE-NACQUEVILLE formulée lors de sa séance du 23 janvier 2012 ;

Sur proposition du directeur général des services ;

## ARRÊTE

**Art. 1.** – Dans l'intérêt du bon déroulement de l'aménagement foncier mené sur le territoire des communes d'URVILLE-NACQUEVILLE, les travaux dont la liste suit sont soumis à autorisation du président du conseil général prise après avis de la commission communale d'aménagement foncier d'URVILLE-NACQUEVILLE :

- arasements de haies, et éléments topographiques assimilés, à partir du premier mètre ;
- prélèvements de bois vert dans les haies à partir du premier stère ;
- plantation d'arbres fruitiers ou forestiers à partir du premier plant, sauf s'il s'agit de reconstituer ou de renforcer un verger existant auprès du bâti ou de ses dépendances immédiates.

Il n'est fixé aucune liste de travaux interdits.

Les réglementations générales sont et demeurent applicables pendant toute la durée de l'aménagement foncier, notamment en matière d'urbanisme, de forêt et d'environnement.

La date d'entrée en vigueur et le périmètre d'application de la réglementation spéciale édictée par le présent arrêté sont fixés aux articles suivants.

**POUR NOUS ÉCRIRE**

Conseil général de la Manche  
50050 SAINT-LÔ CEDEX  
T. 02 33 055 550

[manche.fr](http://manche.fr)

Les demandes d'autorisation devront être déposées en mairie d'URVILLE-NACQUEVILLE ou adressées au conseil général de la Manche (50050 SAINT-LÔ CEDEX).

Les demandes d'autorisation pourront être formulées sur papier libre. Les intéressés sont toutefois invités à utiliser l'imprimé spécial qui pourra être obtenu à la mairie d'URVILLE-NACQUEVILLE, auprès du service du conseil général en charge de l'aménagement foncier, ou téléchargé sur le site internet « *manche.fr* ».

En l'absence d'une décision de rejet dans le délai de quatre mois à compter de la réception de la demande d'autorisation, celle-ci sera considérée comme accordée.

A titre de mesure de simplification administrative, il est possible de consigner dans un registre déposé à la mairie d'URVILLE-NACQUEVILLE les demandes d'autorisation de prélèvement de bois qui ne constituent pas une destruction au sens littéral du terme et qui ne portent pas atteinte à la pérennité des boisements. Cela concerne l'émondage traditionnel des arbres de haut-jet ou des têtards ainsi que l'exploitation du taillis.

**Art. 2.** – Les dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> s'appliquent dans le périmètre concerné par l'aménagement foncier, à savoir la partie du territoire d'URVILLE-NACQUEVILLE située au sud de la route départementale n° 45. Un plan est affiché à la mairie.

**Art. 3.** – Les refus d'autorisation prévus à l'article 1<sup>er</sup> n'ouvrent droit à aucune indemnité.

**Art. 4.** – Quiconque exécutera des travaux en infraction avec les dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> sera puni d'une amende de 3750 € conformément à l'article L. 121-23 du code rural et de la pêche maritime.

Les infractions pourront être constatées par les agents assermentés des services chargés de l'agriculture, de la forêt ou de l'environnement du département de la Manche ou de l'Etat. Leurs procès-verbaux seront transmis, dans les cinq jours qui suivent leur clôture, au procureur de la République près le tribunal de grande instance de CHERBOURG-OCTEVILLE et copie sera adressée au préfet de la Manche et au président du conseil général de la Manche.

**Art. 5.** – Les travaux exécutés en violation des dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne seront pas retenus en plus-value dans l'établissement de la valeur d'échange des parcelles intéressées par l'aménagement foncier et ne pourront donner lieu au paiement d'une soulte.

**Art. 6.** – Toute personne qui aura exécuté ou fait exécuter des travaux en infraction avec les dispositions prévues à l'article 1<sup>er</sup> s'expose à être mise en demeure de remettre les lieux en l'état où ils se trouvaient à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

L'arrêté du président du conseil général prescrivant les travaux de remise en état des lieux sera notifié au contrevenant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Une ampliation sera adressée au maire d'URVILLE-NACQUEVILLE et au président de la commission communale d'aménagement foncier d'URVILLE-NACQUEVILLE.

Si les travaux de remise en état des lieux ne sont pas achevés dans le délai de trois mois suivant la réception de la mise en demeure par le contrevenant, il pourra être prescrit, aux frais de ce dernier, à l'exécution d'office des travaux.

Le montant des frais de remise en état pourra être avancé par le département de la Manche. Dans ce cas, les poursuites pour le recouvrement de ces frais aura lieu comme en matière de contributions directes.

**Art. 7.** – Les dispositions prévues par le présent arrêté entreront en vigueur un jour franc après la date de l'affichage d'une ampliation du présent arrêté à la mairie d'URVILLE-NACQUEVILLE.

Un certificat, dressé par le maire d'URVILLE-NACQUEVILLE, attestera de la date de cet affichage.

**Art. 8.** – Le directeur général des services du département de la Manche, le maire d'URVILLE-NACQUEVILLE et le président de la commission communale d'aménagement foncier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie d'URVILLE-NACQUEVILLE, inséré au recueil des actes administratifs du département de la Manche, transmis au préfet de la Manche et au procureur de la République près le tribunal de grande instance de CHERBOURG-OCTEVILLE et dont un avis sera publié dans un journal diffusé dans le département.

Fait à SAINT-LÔ, le 09 FEV. 2012



Le président du conseil général

**Jean-François LE GRAND**



Transmis à la préfecture

le 09 FEV. 2012

Reçu à la préfecture

le

Form 1-1987 (Rev. 1-1-79)

